

N'abandonnons pas les familles

La famille n'est pas un luxe

Forum 2016. La conférence socio-politique de Caritas

En Suisse, 223 000 parents et enfants vivent dans la pauvreté. Élever des enfants constitue l'un des plus grands risques de pauvreté dans notre pays. C'est un scandale, car la famille et les communautés familiales représentent toujours une institution fondamentale de notre société. La famille est le lieu où les enfants grandissent, où les jeunes développent leurs capacités et leurs potentiels, où les malades sont soignés et les aînés pris en charge. La qualité de la vie de famille se répercute sur la santé de ses membres. La famille est un lieu de régénération privée où s'accomplissent de nombreuses tâches et prestations au profit de l'ensemble de la société.

Pourtant la Suisse investit peu dans les familles. Même en comparaison internationale : d'après l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la politique familiale suisse ne permet pas suffisamment de concilier travail et vie de famille, les frais de prise en charge extrascolaire sont trop élevés et les enfants de familles socialement défavorisées ne bénéficient pas d'une couverture financière suffisante.

Le Forum 2016 traite du thème de la pauvreté des familles selon différentes perspectives. Il en aborde les causes et les conséquences, mais évoque aussi les attentes et les exigences à l'égard des familles, de l'État et de l'économie.

C'est **Barbara Bleisch du Centre d'éthique de l'Université de Zurich** qui ouvre les feux avec sa conférence « À quoi engage la famille ? ». Elle examine en détail la structure de la famille et demande ce qui en fait la particularité.

Anna Hausherr, responsable du secteur Politique familiale et sociale à la Fédération suisse des familles monoparentales, traite ensuite des attentes et exigences à l'égard de la famille. Dans sa conférence « Quelles tâches accomplissent les familles ? », elle montre la famille dans le tiraillement entre soin des proches et travail rémunéré. D'après l'exemple des familles monoparentales qui sont les plus exposées à ces exigences contradictoires, elle dresse la liste des prestations que les familles fournissent aujourd'hui.

Karin Jurczyk, responsable du département Famille et politique familiale au « Deutsches Jugendinstitut », confronte les exigences à l'égard de la famille et les instruments de soutien de la politique familiale. Dans sa conférence intitulée « La politique familiale: pourquoi et pour qui ? Exigences universelles, effets sélectifs », elle révèle que la politique familiale obéit trop souvent à un impératif économique: il s'agit en premier lieu d'intégrer les femmes et les mères au marché du travail. Cet angle de vue économique détermine pour l'essentiel quelles familles sont soutenues et lesquelles ne le sont pas.

La deuxième partie du Forum est explicitement consacrée à la pauvreté des familles et aux moyens de la contrer. Dans sa conférence « Qu'est-ce que la pauvreté a à voir avec la famille ? », **Monika Pfaffinger, vice-présidente de la Commission fédérale de coordination pour les questions familiales**, examine à la loupe les causes de la pauvreté des familles et s'occupe en particulier des antagonismes apparents entre famille et économie.

Dans sa conférence « Comment prévenir la pauvreté des familles ? », **Esther Alder, maire de Genève**, présente les stratégies et solutions du canton et de la Ville de Genève dans la lutte contre la pauvreté des familles. Quant à **Roland Müller, directeur de l'Union patronale suisse**, il s'intéresse à la thématique du marché de l'emploi et de la compatibilité entre famille et vie professionnelle du point de vue de l'employeur, dans sa conférence « L'économie est-elle un acteur de la politique familiale ? ».

Deux débats animés par Nicole Althaus, rédactrice en chef adjointe de la « NZZ am Sonntag », vont approfondir les idées et arguments présentés par les orateurs. Une sélection de courts métrages en compétition à l'édition 2015 du festival international du film d'animation Fantoche complète le Forum et l'enrichit d'une autre perspective.

Programme

Langues des conférences : français et allemand (avec traduction simultanée)
Avec des courts métrages en compétition au festival international du film
d'animation Fantoche

Dès 9h00 accueil, café de bienvenue

9h30 **ouverture**
Mariangela Wallimann-Bornatico, présidente de Caritas Suisse

9h40 1^{ère} conférence
À quoi engage la famille ?
Barbara Bleisch, Centre d'éthique de l'Université de Zurich

10h10 2^e conférence
Quelles tâches accomplissent les familles ?
Liste des prestations d'une famille monoparentale
*Anna Hausherr, Fédération suisse
des familles monoparentales*

10h40 3^e conférence
La politique familiale : pourquoi et pour qui ?
Exigences universelles, effets sélectifs
Karin Jurczyk, Deutsches Jugendinstitut

11h00 pause

11h20 débat
avec Barbara Bleisch, Anna Hausherr et Karin Jurczyk
Modération : Nicole Althaus, NZZ am Sonntag

12h00 pause de midi

13h00 4^e conférence

Qu'est-ce que la pauvreté a à voir avec la famille ?

Monika Pfaffinger, Commission fédérale de coordination pour les questions familiales

13h30 5^e conférence

Comment prévenir la pauvreté des familles ?

Esther Alder, maire de Genève

14h00 6^e conférence

L'économie est-elle un acteur de la politique familiale ?

Roland Müller, directeur de l'Union patronale suisse

14h30 débat

avec Monika Pfaffinger, Esther Alder et Roland Müller

Modération : Nicole Althaus, NZZ am Sonntag

15h15 **conclusion**

Hugo Fasel, directeur de Caritas Suisse

15h30 fin du Forum

Modération du Forum : Iwona Swietlik

Soutenu par



Mariangela Wallimann-Bornatico

Mariangela Wallimann-Bornatico est présidente de Caritas Suisse.



Juriste, Mariangela Wallimann-Bornatico a été secrétaire générale de l'Assemblée fédérale de 2000 à 2008. Auparavant, elle avait tenu le secrétariat des commissions de gestion des Chambres fédérales. Elle est aujourd'hui présidente de Caritas Suisse. Elle est également membre de nombreux conseils de fondation, dont par exemple celui du Centre Paul Klee à Berne et de Dialog Ethik, et membre du comité de Parkinson Suisse.

Barbara Bleisch

Barbara Bleisch ist Philosophin, Moderatorin, Autorin und Herausgeberin. Seit 2002 arbeitet Barbara Bleisch am Ethik-Zentrum der Universität. Neben ihrer akademischen Tätigkeit und Tätigkeiten als Autorin und Herausgeberin moderiert Barbara Bleisch die Diskussionssendung Sternstunde Philosophie im Schweizer Fernsehen SRF1.



Wozu verpflichtet Familie?

Jeder hat Familie. Wir alle werden ungefragt in eine Familie hineingeboren oder im Fall von Adoption von einer Familie aufgenommen. Eine Bande zu haben, in der wir aufwachsen, ist für die meisten hierzulande also kein Luxus, sondern eine Selbstverständlichkeit. Und dennoch ist immer wieder zu hören, die Familie werde brüchig, die Familie sei unter Druck. Diese Brüchigkeit ist, wie ich meine, nicht den neuen Familienformen zuzuschreiben, wie zuweilen suggeriert wird. Vielmehr ist die unfreiwillige Bande, die Kinder wie Eltern in einer Gemeinschaft verbindet, heute vielen zu eng oder scheint den Familienmitgliedern zu viel aufzubürden. Es kommt zu Überlastungssituationen, wenn die Eltern alt werden; zu Familienabbrüchen, wenn die Bande zu eng wird; zu Vereinsamung, wenn Familie wegbricht. Zuweilen gipfelt das Ringen mit der Herkunftsfamilie in der Aussage, Freunde seien die bessere Familie. In diesem Vortrag wird diese These kritisch hinterfragt: Zwar bürdet uns Familie tatsächlich einiges auf und ist insofern eine Zumutung, als wir unsere Familie nie freiwillig wählen konnten. Doch die Freiheit der Unfreiheit, die daraus resultiert, gilt es neu zu entdecken. Der Wert der Familie kann jedoch nur als befreiend erlebt werden, wenn wir anerkennen, dass sich Familienmitglieder nichts schuldig bleiben, und sich dennoch moralisch verpflichtet sind.

Anna Hausherr

Anna Hauser ist Psychologin FSP. Bis Juli 2014 leitete sie als Geschäftsführerin den Schweizerischen Verband alleinerziehender Mütter und Väter SVAMV. Seit ihrer Pensionierung leitet Anna Hausherr den Bereich Familien- und Sozialpolitik des Verbands.



Was leisten Familien? Der Leistungskatalog einer Einelternfamilie

Die Präambel der schweizerischen Bundesverfassung postuliert, dass «die Stärke des Volkes sich am Wohl der Schwachen misst». Um die Schwachen in unserem Land kümmern sich primär die Familien: Sie sorgen für die Kinder – unsere Zukunft, wie stets betont wird –, die Betreuung brauchen und finanziell noch nicht auf eigenen Füßen stehen. Und sie leisten Unterstützung für Erwachsene, deren Kräfte zum Beispiel im Alter geschwächt sind.

Die Aufgaben, die in Familien zu erfüllen sind, sind rechtlich vorgegeben, namentlich im Zivilgesetzbuch und im Übereinkommen über die Rechte des Kindes. So haben Eltern die umfassende Entwicklung ihrer Kinder zu fördern und zu schützen. Sie müssen die Betreuung und den Lebensunterhalt der Kinder sicherstellen und mit Institutionen wie Schule und Behörden zusammenarbeiten. All dies erfordert von allen Familienmitgliedern komplexe Anpassungs-, Organisations- und Koordinationsleistungen.

Besonders hoch sind die Anforderungen für Einelternfamilien, in denen eine Elternperson – meist die Mutter – den Hauptteil der Betreuung und des finanziellen Unterhalts schultert. Diskriminierungen im Unterhaltsrecht und Hürden für die Vereinbarung von Familie und Beruf sind regelrechte Armutsfallen für viele Alleinerziehende und ihre Kinder. Überdurchschnittlich viele Einelternfamilien bewältigen existenzielle Belastungen und ein Leben in prekären Verhältnissen.

Einelternfamilien sind beispielhaft für die Höchstleistungen, die unter schwierigen Bedingungen in und von Familien erbracht werden. Es ist entscheidend, diese Leistungen in ihrer grundlegenden Bedeutung für das Gemeinwohl zu erkennen, um – im Sinne der Bundesverfassung – politischen Massnahmen und Rahmenbedingungen zum Durchbruch zu verhelfen, die den Familien und insbesondere den Kindern gerecht werden.

Karin Jurczyk

Karin Jurczyk ist Soziologin und Politologin und widmet ihre Forschungstätigkeit den Themen Familienpolitik, Familie sowie Beruf und Gender. Sie lehrte an den Universitäten Giessen, Kassel, Marburg, Innsbruck und München. Heute leitet Karin Jurczyk die Abteilung Familie und Familienpolitik am Deutschen Jugendinstitut in München.



Familienpolitik: wozu und für wen? Universale Ansprüche, selektive Wirkungen

Seit einigen Jahren hat die Familienpolitik Konjunktur, allerdings folgt sie dabei wesentlich einem ökonomischen Imperativ. Vor dem Hintergrund des demografischen Wandels und einem verstärkten Wettbewerbsdruck geht es vor allem darum, Frauen und Mütter verstärkt in den Arbeitsmarkt zu integrieren und durch Bildung «von Anfang an» in das Humankapital von Kindern zu investieren, damit diese zu optimalen Arbeitskräften der Zukunft werden.

Ogleich der staatliche Auftrag der Familienpolitik ist, «die» Familie in ihrer Leistungsfähigkeit zu unterstützen, zeigen sich doch durch die Gestaltung der Massnahmen hoch selektive Wirkungen. Zum einen werden vor allem gut qualifizierte Mittelschichtfamilien gefördert, zum andern wird dabei trotz aller gelebten Vielfalt die Förderung an einem Bild der «Normalfamilie» ausgerichtet.

Trotz aller Modernisierungstendenzen im Einzelnen sind Familien also mit einer höchst widersprüchlichen familienpolitischen Gemengelage konfrontiert. Vor allem aber erhöht sich das Armutsrisiko ohnehin gefährdeter Gruppen. Unter dem Deckmantel der Gleichstellungspolitik geht es vor allem um die Herstellung von Beschäftigungsfähigkeit. Damit wird Familienpolitik weder ihrem Auftrag noch der Lebensrealität von Frauen, Männern und Kindern gerecht. Deren Wünsche richten sich vielmehr auf Gemeinsamkeit und Lebensqualität.

Monika Pfaffinger

Monika Pfaffinger ist Assistenzprofessorin für Privatrecht mit Schwerpunkt ZGB an der Universität Luzern sowie Vizepräsidentin der Eidgenössischen Koordinationskommission für Familienfragen.



Was hat Armut mit Familie zu tun? Vom unterschätzten Wert der Arbeit jenseits der öffentlichen Sphäre

Armut hat in der Schweiz viel mit Familie, ihrem Recht und ihrer Politik zu tun. Zwischen dem Vorhandensein von Kindern und Armut besteht entsprechend eine starke Korrelation: Denn neben all ihren Freuden bedeutet Familie viel Zeitaufwand und Arbeit für wenig Geld und Anerkennung. Die Gefährdung durch Armut betrifft dabei nicht beide Geschlechter gleichermassen: Die (unentgeltliche) Betreuung von Kindern, Angehörigen und Haushalt wird bis heute weitestgehend von Frauen geleistet, obschon diese mit Blick auf Bildungsniveau und Erwerbsintegration bis zur Geburt von Kindern Männern um nichts nachstehen. Care-Arbeit gilt hierzulande als private Angelegenheit und ist Inbegriff familiärer Solidarität.

Der Vortrag geht strukturellen Gründen der Familienarmut nach: So werden die asymmetrischen Arbeitsarrangements in Gestalt des männlichen Ernährers mit (partiell)em Verlust weiblicher Eigenversorgung in der Schweiz durch ein Zusammenspiel zahlreicher struktureller Mechanismen zum Zeitpunkt der Geburt von Kindern begünstigt, ja herbeigeführt. Das Armutsrisiko von Familien ist eine Folge dieser strukturell verankerten Verhältnisse. Die Neubewertung und Neuorganisation von Care-Arbeit und Erwerbsarbeit ist für das Wohl von Familien und für die Prävention von Familienarmut zentral. Erreichbar wird dies allerdings nur durch einen kontextuellen

Ansatz, zu dem Familienrecht, Familienverfahrensrecht, Familienpolitik und die Akteure der Wirtschaft sowie der Wirtschaftspolitik gleichermassen beitragen. Denn: Familie und Ökonomie sind keine Gegensätze. Vielmehr ist Familie der Nukleus auch der ökonomischen Sphäre. Die Anerkennung von Familienarbeit ist nicht Gegner, sondern Garant und Ausdruck familiärer Solidarität. Die angemessene Valorisierung der Care-Arbeit, die Ermöglichung einer Neuverteilung und die Bewältigung der damit einhergehenden Herausforderungen wird einen Beitrag auch dazu leisten, das Armutsrisiko für Familien zu reduzieren.

Esther Alder

Esther Alder est maire de Genève et conseillère administrative en charge du Département de la cohésion sociale et de la solidarité. Membre du parti des Verts, elle est engagée en politique depuis une vingtaine d'années et prend particulièrement à cœur la défense des groupes de population les moins privilégiés.



Comment prévenir la pauvreté des familles ?

Le canton de Genève compte un nombre non négligeable de familles en situation de précarité, en particulier des familles monoparentales et des familles nombreuses. L'aide sociale s'avère insuffisante pour lutter contre la paupérisation de cette catégorie, en particulier les working poors. En vue d'améliorer leur situation économique, le canton a introduit en 2012 les prestations complémentaires familiales. Destinées aux ménages avec enfants dont le revenu ne leur permet pas d'assumer les dépenses élémentaires nécessaires à la couverture des besoins vitaux, ces prestations ont pour but d'assurer un véritable revenu minimum d'aide sociale. Elles sont délivrées en complément aux ressources propres des ménages (salaires, allocations familiales, etc.) de manière à couvrir les besoins vitaux. Aux aides cantonales s'ajoutent des prestations communales pour les familles résidentes en ville de Genève, comme les allocations sociales et les allocations de rentrée scolaire.

Roland Müller

Roland A. Müller ist Rechtsanwalt und Titularprofessor für Arbeits- und Sozialversicherungsrecht an der Universität Zürich. Von 2007 bis zu seiner Wahl zum Direktor leitete er als Mitglied der Geschäftsleitung des Schweizerischen Arbeitgeberverbands das Ressort Sozialpolitik und Sozialversicherungen. Seit Juli 2013 ist Roland A. Müller Direktor des Schweizerischen Arbeitgeberverbands.



Ist die Wirtschaft ein Akteur der Familienpolitik?

Das Thema der «Vereinbarkeit von Beruf und Familie» steht in der aktuellen Diskussion als «Schnittmenge» zwischen Wirtschaft und Gesellschaft im Vordergrund. Die Frage des Inländerpotenzials und damit das Potenzial der Frauen ist eine der fünf tragenden Säulen des Hauses «Zukunft Arbeitsmarkt Schweiz». Arbeitszeitmodelle und Unternehmensmentalität sind Aspekte, welche die Arbeitgeber direkt beeinflussen können. Andere Themen wie Fragen im Zusammenhang mit Betreuungsangeboten und Tagesstrukturen sind Verbundthemen verschiedenster Stakeholder, bei welchen insbesondere Bund, Kantone und Gemeinden gefordert sind (Steuerpolitik und Schulwesen).

Nicole Althaus

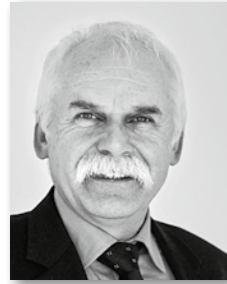
Die Publizistin moderiert die Podiumsgespräche am Forum Caritas.



Nicole Althaus studierte Germanistik und Kunstgeschichte in Zürich und Berlin. Sie leitete das Theater- und Tanzprogramm der Boa Luzern und absolvierte 1998 ein Internship am Museum of Modern Art in New York. Anschliessend arbeitete sie als Journalistin und Redaktorin für die Frauenzeitschrift «Annabelle» und für die Magazine «Facts» und «Wir Eltern». Sie lancierte und leitete für Newsnetz/tagesanzeiger.ch den «Mamablog» und wurde dafür zusammen mit Michèle Binswanger zur Journalistin des Jahres 2010 gewählt. Seit September 2014 ist sie Mitglied der Chefredaktion der «NZZ am Sonntag».

Hugo Fasel

Hugo Fasel est directeur de Caritas Suisse.



Originaire du canton de Fribourg, Hugo Fasel est économiste de formation. Conseiller national durant 17 ans pour le parti chrétien-social, il s'est occupé des questions de sécurité sociale en s'engageant en particulier dans la lutte contre la pauvreté. Il s'est consacré également aux questions de politique familiale et de santé, du marché du travail et de la formation. Il est à l'origine de la fondation de diverses entreprises qui visent l'intégration professionnelle de personnes socialement défavorisées. Parallèlement à ses activités politiques, Hugo Fasel a présidé le syndicat Travail.Suisse et a été co-président du syndicat Syna. Il enseigne également dans de Hautes écoles spécialisées suisses. Il est directeur de Caritas Suisse depuis environ sept ans.

Iwona Swietlik

La responsable du Service spécialisé éducation de Caritas Suisse anime le Forum 2016.



Iwona Swietlik a travaillé comme journaliste pour divers médias suisses avant de devenir responsable du Service spécialisé éducation de Caritas Suisse. Elle a collaboré notamment au département Documentaires de la télévision alémanique. Elle a également dirigé le supplément «Dossier» de la *Neue Luzerner Zeitung*. Depuis six ans, elle est responsable du Forum de Caritas, ainsi que de l'Almanach social et de l'Almanach Politique du développement de Caritas Suisse.

Festival international du film d'animation Fantoche

Courts métrages au Forum de Caritas :

- Königin Po (Maja Gehrig, CH 2015, 11')
- Father and Daughter (Michael Dudok de Wit, NL/GB/BE 2000, 8'9'')
- The Bigger Picture (Daisy Jacobs, GB 2014, 7')
- Au bout du monde (Konstantin Bronzit, FR 2008, 7'45'')
- A Family Portrait (Joseph Pierce, GB 2009, 5')
- Bum-Bum the Baby of the Fisher (Ivan Maximov, RU 2013, 8'25'')

Plus d'informations : film@fantoche.ch

Nouveau aux Éditions Caritas

Almanach social 2016

L'annuaire de Caritas sur la situation sociale de la Suisse



En Suisse, 223 000 parents et enfants vivent dans la pauvreté. Élever des enfants constitue l'un des plus grands risques de pauvreté dans notre pays. C'est un scandale, car la famille et les communautés familiales représentent toujours une institution fondamentale de notre société. La qualité de la vie de famille se répercute sur la santé de ses membres. La famille est un lieu de régénération privée où s'accomplissent de nombreuses tâches et prestations au profit de l'ensemble de la société.

Pourtant la Suisse investit peu dans les familles, constate Bettina Fredrich dans son rapport sur le développement social et économique de la Suisse 2014/2015. Malgré différents programmes de promotion ayant pour but de mieux concilier travail et vie de famille, la situation des familles touchées par la pauvreté se dégrade.

C'est pourquoi la **partie principale intitulée « La famille n'est pas un luxe »** est consacrée à la famille dans la société moderne. Cette partie réunit essais et contributions spécialisées sur la famille, ses besoins et prestations, et analyse dans quelles conditions-cadres fonctionnent les familles.

Almanach social 2016 (en allemand)

La famille n'est pas un luxe (Familie ist kein Luxus)

L'annuaire de Caritas sur la situation sociale de la Suisse

Tendances, analyses, chiffres

Éditions Caritas, Lucerne, décembre 2015 / 220 pages / 36 francs

Commande : info@caritas.ch ou en ligne sur www.caritas.ch/shop

ISBN : 978-3-85592-140-9

ISBN e-book : 978-85592-141-6



Retenez d'ores et déjà :

Droit au travail – une provocation

Forum 2017. La conférence socio-politique de Caritas

**Vendredi 27 janvier 2017
Kultur-Casino, Berne**